



Fiche Identifiant National de Santé n° 5 Conditions d'utilisation de l'identité INS

Date : Octobre 2020

Auteur : 3RIV

Quelles sont les situations où l'usage du matricule INS est possible ou, a contrario, interdit ? Que faire lorsque la récupération de l'identité INS n'est pas techniquement possible ?

Les éléments de réponse

La possibilité de recourir au référencement des données de santé avec l'INS s'apprécie au regard de certaines conditions :

- l'appartenance au cercle de confiance de prise en charge de l'usager ;
- l'obligation d'utiliser l'INS pour le référencement des données de santé ;
- l'absence d'obstacle à ce référencement.

Appartenance au cercle de confiance

L'appartenance à ce *cercle de confiance* repose sur la finalité: il faut que l'échange et le partage des données de santé soient liés à la prise en charge d'un usager à des fins sanitaires ou médico-sociales.

Tout professionnel de santé ou structure qui n'appartient pas à ce cercle de confiance n'a donc pas à accéder ni à manipuler l'INS de ce dernier, sauf dérogations prévues par la loi comme : la *Caisse nationale d'Assurance maladie* (CNAM), le responsable de traitement du *Dossier Médical Partagé* (DMP) ; le *Conseil national de l'Ordre des pharmaciens* (CNOP), le responsable de traitement du *Dossier Pharmaceutique* (DP) ; les *Groupements régionaux d'appui au développement de la e-santé* (GRADeS) et des éditeurs informatiques qui interviennent comme sous-traitants pour offrir des services aux professionnels de santé dans une finalité de prise en charge des usagers.

Obligation d'utiliser l'INS pour le référencement des données de santé

L'INS ne pouvant être utilisé à d'autres fins que le référencement des données de santé dans le cadre de la prise en charge à des fins sanitaires ou médico-sociales, il appartient au responsable de traitement (responsable d'un établissement mettant en œuvre un dossier patient informatique, médecin libéral pour le dossier métier qu'il utilise dans son activité, pharmacien pour le dossier d'officine, etc.) de veiller au respect des exigences liées à ce référencement.



Exemples de cas où le référencement par l'identité INS est obligatoire (lorsqu'elle est connue) :

- transmission d'un courrier résumant la prise en charge de l'utilisateur au(x) professionnel(s) de santé qui participe(nt) à la prise en charge de celui-ci (y compris depuis un établissement médico-social) ;
- envoi de données nécessaires à la réalisation d'une réunion de concertation pluriprofessionnelle (RCP) ;
- demande de produit sanguin labile ;
- envoi d'une demande d'examen complémentaire associée à des données cliniques...

Exemples de cas où le référencement par l'identité INS complète n'est pas pertinente :

- usager dont l'identité numérique n'est pas « qualifiée » (cf. Fiche n° 3) ;
- prescription d'analyse biologique sans mention de données cliniques

Absence d'obstacle au référencement par l'INS

Il existe un certain nombre de situations où le référencement par l'INS est interdit ou impossible.

Il est interdit lorsque :

- la finalité n'est pas la prise en charge à des fins sanitaires ou médico-sociales ;
- le destinataire ne fait pas partie du cercle de confiance ou des acteurs autorisés à traiter l'INS ;
- il existe un doute sur la véracité des éléments d'identification (exemples : suspicion d'utilisation frauduleuse de la carte vitale d'un autre usager, document d'identité de piètre qualité) ;
- il est fait usage d'une identité fictive (exemple : cas d'usage réglementaire d'un accueil anonyme) ;
- l'identité de l'utilisateur est protégée (exemple : don d'organe) ;
- il n'a pas été possible d'attribuer le statut *identité qualifiée* (cf. Fiche n° 3).

Il est impossible dans les cas où :

- l'utilisateur n'a aucune raison d'être immatriculé en France (touriste...) ;
- l'identité de l'utilisateur n'est pas déterminable au moment de sa prise en charge, notamment en situation d'urgence ;
- la prise en charge concerne un nouveau-né avant son enregistrement par l'INSEE (donc également le fœtus *in utero*) ;
- le téléservice INSi ne peut être joint...

Les références à consulter

L'usage de l'INS pour identifier les personnes prises en charge et référencer les données est précisé par les articles R.1111-8-1 et suivants du code de la santé publique.

Le référentiel INS et le RNIV précisent les exigences relatives à l'utilisation de cet identifiant.

Ce qu'il faut retenir

Si l'usage d'une identité qualifiée a pour objet de sécuriser les prises en charge et les transmissions de documents de santé entre professionnels autorisés, il s'avère, *a contrario*, dangereux de diffuser une identité avec matricule INS dans les situations où la procédure de qualification n'est pas réalisée selon les bonnes pratiques. Il est nécessaire de s'assurer que toutes les conditions sont réunies pour procéder au référencement par l'identité INS. Mieux vaut en effet s'abstenir que



de risquer de transmettre une identité erronée et d'être responsable de sa diffusion incontrôlée. Ce qui engagerait, en cas d'accident, la responsabilité de l'émetteur.

Pour aller plus loin

Responsable de traitement : art. 4.7 du RGPD

<https://www.economie.gouv.fr/entreprises/reglement-general-sur-protection-des-donnees-rgpd>)

Volet 1 du RNIV : Principes d'identification des usagers communs à tous les acteurs de santé

Cercle de confiance : Décret no 2016-994 du 20 juillet 2016 relatif aux conditions d'échange et de partage d'informations entre professionnels de santé et autres professionnels des champs social et médico-social et à l'accès aux informations de santé à caractère personnel.

